

librement de part et d'autre à un moratoire. Puis, en septembre 1961, les Soviétiques reprennent tout à coup leurs expériences. De toute évidence, ils s'y préparaient depuis plusieurs mois.

Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies s'est réunie en 1961, l'Union soviétique avait en cours une série de telles expériences. On se souviendra peut-être que les Soviétiques se proposaient de faire exploser une bombe de 100 mégatonnes. Le Canada et les pays scandinaves — notre pays collabore presque tout le temps avec eux aux Nations Unies — ont pris l'initiative de présenter une résolution pour exhorter le premier ministre Khrouchtchev à ne pas faire exploser cette bombe. Là encore, nous avons éprouvé beaucoup de difficultés parce que certains pays nous disaient: A quoi bon? Entre-temps, il a fait exploser une bombe et tout le monde a pensé que c'était une bombe de 100 mégatonnes. Puis nous avons découvert, heureusement, que ce n'était qu'une bombe de 50 mégatonnes, de sorte que notre résolution avait encore du sens, telle qu'elle était conçue, en opposition à l'engin de 100 mégatonnes. Finalement, la résolution a été adoptée, avec l'appui de toutes les nations, exception faite des pays communistes.

Dans l'intervalle, l'opinion publique avait été alertée au sujet de ces essais et en décembre 1961, les États-Unis et l'Union soviétique conclurent un accord prévoyant la création d'un Comité de dix-huit nations sur le désarmement. . . .

Tous les membres des Nations Unies se sont mis d'accord pour instituer ce Comité de dix-huit nations sur le désarmement, comprenant les cinq mêmes pays de l'Ouest et les cinq mêmes pays de l'Est, plus huit pays non alignés, comme nous l'avions demandé dans la résolution. Ces huit pays étaient l'Inde, la Birmanie, la Suède, la République Arabe Unie, l'Éthiopie, le Nigeria, le Brésil et le Mexique. Ils se sont réunis à Genève en mars dernier. Remarquons que seulement dix-sept pays ont participé à la réunion car, pour une raison ou pour une autre, la France a refusé de se déranger. Les pays occidentaux ne sont plus que quatre, soit la Grande-Bretagne, Les États-Unis, l'Italie et le Canada.

Lors des entretiens de Genève, nous avons insisté pour que les États-Unis et l'Union soviétique acceptent la présidence conjointe du Comité. Le procédé avait très bien fonctionné lors de la Conférence sur le Laos et nous estimions qu'il serait utile que les Soviétiques et les Américains président conjointement le Comité sur le désarmement. On s'est entendu là-dessus, et l'idée, à mon sens, était bonne car, en fait, si ces deux pays ne parviennent pas à s'entendre, il n'y aura jamais d'accord et il est sage de les rendre directement responsables des entretiens. Le régime présente des inconvénients car, étant munis d'armes nucléaires, ils ne se sentent pas aussi pressés que nous de conclure un accord. Je sais que le Comité sur le désarmement devait se réunir le 15 janvier dernier, mais que les deux grands ont décidé d'attendre au 12 février. Entre-temps, ils font œuvre utile. Soit dit en passant, le Canada ne croyait pas qu'il était sage de retarder la réunion. Au contraire, nous étions d'avis que c'était une erreur.

Lors des négociations de désarmement, les huit pays non alignés ont joué un